

animaux du Canada, le ministre a-t-il pris les dispositions voulues pour présenter une mesure visant à interdire l'expédition des chevaux—c'est-à-dire les chevaux d'une valeur inférieure—à l'étranger pour y être abattus, afin de s'assurer que ces animaux soient tués sans cruauté au Canada. La viande de cheval pourrait ensuite être exportée?

M. l'Orateur: Cette question devrait certainement être inscrite au *Feuilleton*.

M. Webb: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Depuis des jours, les honorables députés posent des questions...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Webb: Des députés ont posé des questions au sujet de la chasse aux phoques...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre! Une certaine tension semble régner à la Chambre cet après-midi.

(Plus tard)

(Français)

CÔÛT DE PRODUCTION ESTIMATIF D'ANIMAUX DE FERME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le 9 avril dernier, j'inscrivais au *Feuilleton* la question portant le numéro 137 dans laquelle je demandais au ministre de l'Agriculture de nous indiquer les dépenses estimatives occasionnées par la production et la mise en marché de six vaches et deux porcs qui, selon une de ses déclarations, rapportaient \$2,816.

Or, l'honorable ministre vient de me répondre avec ces seuls chiffres: Tiers inférieur, \$13.10; tiers médian \$18.02 et tiers supérieur, \$25.44. Ce, pour le coût de production de six vaches et deux porcs. L'honorable ministre pourrait-il me donner plus d'éclaircissements qu'il ne m'en fournit par écrit aujourd'hui?

(Traduction)

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur. Je suis certain que si l'honorable député se donne la peine d'examiner la situation et de faire une petite multiplication, il saura à quoi s'en tenir.

(Plus tard)

(Français)

A PROPOS DES GRAINS DE PROVENDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Clément Vincent (Nicolel-Yamaska): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Forêts.

Vu que le premier ministre a annoncé, cet après-midi, le programme législatif d'ici la période d'ajournement de l'été, le ministre peut-il nous dire si son ministère a considéré ou étudié le rapport du comité de l'agriculture et de la colonisation relativement aux grains de provende, et plus particulièrement en ce qui concerne la question de l'établissement d'une agence des grains de provende pour l'Est du Canada, afin que cette question soit étudiée par la Chambre avant le début de l'hiver prochain?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur le président, les fonctionnaires du ministère ont étudié le rapport du comité, et je dois lui signaler que le premier ministre a annoncé, cet après-midi, le programme législatif pour les semaines à venir.

(Traduction)

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'AUGMENTATION DE L'AIDE FÉDÉRALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reg Cantelon (Kindersley): Monsieur l'Orateur, les commentaires du secrétaire d'État sur l'aide extérieure me poussent à poser une question au premier ministre. Le gouvernement songe-t-il à accroître l'aide fédérale à l'enseignement supérieur au Canada? Elle est actuellement de $\frac{1}{16}$ p. 100 du produit national brut.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude. C'est une question qui élucide bien des choses.

LE SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT

EFFET PSYCHOLOGIQUE DES ANNONCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. A. Thomas (Middlesex-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désirerais poser au ministre du Travail une question qui découle de sa réponse d'hier au sujet du fait que le Service national de placement publie des demandes d'emploi dans des régions où il existe déjà une pénurie de travailleurs. Dès qu'une pénurie de travailleurs est avérée dans une région, le ministre ou le Service de placement national cesseront-ils d'annoncer dans cette région?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je m'assurerai que toute annonce cessera dès que les travailleurs disponibles auront rempli les emplois vacants.